



PROJET DE COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 2 MARS 2006

Présents : MM. Alain BOURGEOIS, Maire/Bernard WITZ/Henri STAELEN/Jacqueline CHOLIN/Geneviève MALET/Michel DEROUINEAU/Yvonne ROYER/Pierre GREGOIRE/Claudine MATTIODA, Maire-Adjoints/ Dominique GALLICHER/Françoise GIGOI/Marie José COIN/Marie France MOSOLO/Cyril DELAPLACE/Jean Pierre GRESSIER/Catherine DEVERRE/Christiane ROCHWERG/Jean Paul PINGUET/Paule SCHAAFF/Annie GHANNAD/Yves KERSCAVEN

Absents excusés : MM. Eric BATTAGLIA, Conseiller municipal délégué (pouvoir à A. BOURGEOIS)/Valérie AUBIN (pouvoir arrivé le 3 mars, donc non pris en compte)/Serge LECOMTE (pouvoir à Y. ROYER)/Edwige BERTHILLE (pouvoir à B. WITZ)/Françoise DEBONNE/Patrick AUGUSTIN/Nicolle PIGALLE (pouvoir à P. SCHAAFF)/Paul AUGOT.

Le nombre de votants est donc de 25.

Monsieur Cyril DELAPLACE est désigné secrétaire de séance.

Compte rendu de la séance du 15 décembre 2005

-Monsieur le Maire signale une phrase incomplète sur explication de vote page 15...

-Mme Christiane ROCHWERG et Mr Jean Paul PINGUET observent que certains propos ne sont pas repris correctement et demandent à ce que l'on ne galvaude pas les interventions du groupe DEMAIN EZANVILLE. Mr Jean Paul PINGUET réitère les propos tenus lors de la séance du 15 décembre, à savoir que le groupe de gauche ne se prononcera plus sur les procès-verbaux de séance, considérant qu'il y a « censure ».

Monsieur le Maire indique que nous ne pouvons plus rédiger des comptes rendu de plus de 20 pages qui d'ailleurs ne rentrent plus dans les panneaux d'affichage administratifs.

-Mr Yves KERSCAVEN propose que les comptes-rendus soient factuels, comportent les notes de synthèses et les votes, sans toutes les interventions Cela serait beaucoup plus simple. Monsieur le Maire indique que cette suggestion pourra être étudiée lors du prochain conseil, puisqu'elle

nécessite une mise en conformité du règlement intérieur du Conseil Municipal, mais il partage ce souci de simplification. Mme Christiane ROCHWERG intervient pour indiquer que cette formule ne lui semble pas bonne, car anti-démocratique. Elle note également que les contributions des élus sont transmises suffisamment tôt pour que la Municipalité puisse préparer des réponses claires.

-Mr Dominique GALLICHER précise que son intervention sur le transfert du stade n'était pas celle là. Il indique qu'il trouvait, simplement, le projet de délibération rédigé par la CCOPF pas clair, d'où son abstention.

Ces explications prises en compte, le Conseil Municipal, par :

-21 voix pour (MM BOURGEOIS, WITZ, STAELEN, CHOLIN, MALET, DEROUINEAU, ROYER, GREGOIRE, MATTIODA, BATTAGLIA, GALLICHER, LECOMTE, GIGOI, COIN, BERTHILLE, MOSOLO, DELAPLACE, GRESSIER, DEVERRE, GHANNAD, KERSCAVEN)

-le groupe DEMAIN EZANVILLE ne prenant pas part au vote (MM PIGALLE, ROCHWERG, PINGUET, SCHAAFF)

APPROUVE le compte rendu.

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Ce débat, inscrit à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 2 mars 2006, n'a aucun caractère décisionnel et a lieu en référence à :

-l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

-la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale qui stipule, en son article 11, l'organisation d'un débat sur les orientations budgétaires dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Le présent document a été présenté et débattu en commission des finances le 16 février dernier.

Concernant l'exercice écoulé, les résultats provisoires se présenteraient de la façon suivante :

* Section d'investissement : déficit de 300.000 € environ, après déblocage d'un emprunt à long terme de 450.000 € destiné à couvrir les investissements réalisés à hauteur de 650.000 €

* Section de fonctionnement : excédent de 750.000 €

* Soit un résultat final excédentaire de 450.000 €

Pour 2006, nos orientations budgétaires sont :

INVESTISSEMENT - DEPENSES

En faveur :

* Service éducation ; nous envisageons la réfection des toitures des écoles Pierre et Marie Curie et des Bourguignons – de même que nous prévoyons des travaux de menuiserie, peinture et équipement de matériel et mobilier.

A noter que pour ce secteur, nous avons investi, entre 2002 et 2005, pour environ 660.000 €. Et cela, sans tenir compte des travaux réalisés en régie directe.

Nous réinscrivons cette année les crédits nécessaires à l'acquisition des terrains du futur collège, opération qui n'a pu se concrétiser en 2005.

* Pour la voirie : nous prévoyons la réfection des trottoirs des rues du quartier des Alouettes ainsi que d'autres voies.

* Pour les espaces verts et le fleurissement de la ville, nous poursuivons les efforts entrepris depuis quelques années.

* En ce qui concerne le cimetière, l'agrandissement du columbarium est prévu, tout comme son entretien régulier.

* En ce qui concerne le patrimoine bâti de la commune, nous assurerons les améliorations nécessaires et l'entretien des bâtiments communaux.

Enfin, il est à noter que nous ne portons pas, au budget primitif les investissements relatifs au Contrat Régional, considérant que la Région doit donner une réponse en avril 2006. A noter que le Conseil Général d'une part et la Caisse d'Allocations Familiales, d'autre part, ont, quant à eux, déjà acté officiellement leurs participations.

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Afin d'assurer ces dépenses, nous envisageons, outre le virement de la section de fonctionnement, le FCTVA, les taxes locales d'équipement, l'excédent de fonctionnement capitalisés, le recours à l'emprunt.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

* Les charges à caractère général ont été estimées au plus juste, en tenant compte notamment des hausses de l'énergie (fuel, gaz, carburants ...)

* Les charges de personnel ont été calculées en tenant compte de :

- l'effet GVT,
- la hausse générale des traitements des fonctionnaires, décidée par le Gouvernement,
- la volonté de la commune de recruter de jeunes Ezanvillois, dans le cadre des emplois CAE.

Par ailleurs, nous confortons nos prévisions de dépenses en matière de formation du personnel, dans le cadre d'un plan pluri annuel.

* Dans les autres charges, on peut également noter le report, quasiment à l'identique, du montant budgété de 2005 en faveur du CCAS

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

* La DGF (Dotation de l'état) sera sensiblement du même ordre qu'en 2005, sans tenir compte, vraisemblablement, de l'évolution du coût de la vie. Cet état de fait perdure, d'ailleurs, depuis de nombreuses années ; on peut assimiler cette attitude de l'Etat à une baisse de ses interventions (un calcul démontre que depuis une vingtaine d'année, la ville a perdu 15% de son pouvoir d'achat).

* Concernant les recettes fiscales ;

- les bases devraient être réévaluées de 1,8% environ
- il faut remarquer que nos recettes fiscales sont très inférieures à la moyenne des villes du Val d'Oise et de France ayant un nombre d'habitants comparable au nôtre. Ceci génère de faibles marges et par conséquent une faible capacité d'autofinancement, et pourrait, par delà, entraîner la ville, pour ses investissements, à un endettement conséquent, si nous n'y prenons pas garde.
- A titre indicatif, nos recettes fiscales ne couvrent que 60% des charges de personnel. Il faut y ajouter, pour les financer intégralement, la totalité du montant de la DGF.
- A noter également, à titre de comparaison, qu'en 1970, les recettes fiscales représentaient 70 % du fonctionnement contre 40% aujourd'hui...
- A noter encore, que depuis 30 ans, les taux d'impôts ont très peu varié, ce qui a entraîné une perte de pouvoir d'achat de la commune que l'on peut chiffrer à 80%.

Considérant qu'il convient de conforter ces recettes et les marges nécessaires aux investissements lourds à venir, nous prévoyons une majoration de 7% du produit fiscal. (y compris le relèvement des bases comme indiqué plus haut et des nouvelles issues des constructions récentes). Il conviendra, en commission des finances de débattre de cette question (au vu du tableau des bases) et éventuellement de formuler des propositions de différenciation de hausse sur chaque impôt.

Lors de la séance du Conseil Municipal du 30 mars, nous solliciterons l'approbation des comptes administratifs et de gestion 2005. ce qui nous conduira à la reprise en totalité des résultats lors de l'examen du budget primitif

-Mme Christiane ROCHWERG demande et obtient des détails sur les crédits portés pour les réfections de toiture dans les écoles

-Mme Christiane ROCHWERG demande également des précisions sur le Contrat Régional et la position du Conseil Régional. Mr Bernard WITZ lui indique que le dossier a été déposé, et

accepté par, à la fois, le Conseil Général et la CAF. Il indique, avec Monsieur le Maire, que ce n'est donc pas le dossier lui-même qui est en cause, mais que la Région a décalé sa décision, comme pour les autres contrats régionaux du Val d'Oise. Sur interrogation de Mme Christiane ROCHWERG, Bernard WITZ indique que les travaux du contrat régional ne sont pas portés au budget tant qu'on n'a pas l'accord de la Région, mais qu'ils feront l'objet d'une décision modificative.

-Mr Jean Paul PINGUET souhaite savoir si, dans le plan de formation, les jeunes bénéficiant d'un CAE sont pris en compte. Il lui est répondu par l'affirmative.

-Un échange a ensuite lieu entre Mr Jean Paul PINGUET et Mr Bernard WITZ sur la DGF et son évolution par rapport à l'inflation.

-Sur la fiscalité locale, chacun s'accorde pour reconnaître le décalage des taux entre EZANVILLE et les moyennes départementales et nationales. Le retard pris par rapport à l'inflation fait que la commune a du mal à dégager des marges d'autofinancement. Mme Christiane ROCHWERG s'interroge : ne faut-il pas plus augmenter les impôts pour moins recourir à l'emprunt ?

-Mr Dominique GALLICHER s'interroge pour savoir si on avait besoin de réaliser l'emprunt l'an passé, au vu des résultats excédentaires. Mr Bernard WITZ lui répond en rappelant les règles de saine gestion d'une collectivité locale

-Enfin, Mr Jean Paul PINGUET demande à ce que soient fournis des ratio en matière d'endettement par habitant.

AUTORISATION POUR UTILISATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENTS 2006 PAR ANTICIPATION

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14

Vu l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et dans l'attente de l'adoption du budget d'investissements pour l'année 2006,

Monsieur WITZ expose à l'assemblée Municipale que l'organe délibérante peut autoriser à l'exécutif de la collectivité territoriale d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissements dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et, pour les dépenses pluriannuelles.

Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur, le Conseil Municipal à l'**UNANIMITE**

AUTORISE Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement à hauteur de 25% du dernier budget.

CONSTRUCTION DU COLLEGE D'EZANVILLE-TERRAINS-DEDOMMAGEMENT EN FAVEUR D'UN EXPLOITANT AGRICOLE

Parcelle cadastrée ZC49 appartenant à Madame CRETIN (10.840 m²).

Cette parcelle en cours d'acquisition actuellement, est exploitée par Monsieur Patrick DELSUPEXHE, lequel bénéficie d'un bail rural qui échoit en 2012,

Afin de mettre fin à ce bail dès l'acquisition du terrain, par la commune, il convient de prévoir le versement d'une indemnité d'éviction fixée à 6 € du m².

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur le montant de cette indemnité et à autoriser le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Mr Bernard WITZ répond aux interrogations de Mme Christiane ROCHWERG sur le prix et sur la récolte 2006.

Le Conseil Municipal, par 21 voix pour (MM BOURGEOIS, WITZ, STAELEN, CHOLIN, MALET, DEROUINEAU, ROYER, GREGOIRE, MATTIODA, BATTAGLIA, GALLICHER, LECOMTE, GIGOI, COIN, BERTHILLE, MOSOLO, DELAPLACE, GRESSIER, DEVERRE, GHANNAD, KERSCAVEN)

et 4 ABSTENTIONS (MM. PIGALLE/ ROCHWERG/ PINGUET et SCHAAFF)

APPROUVE le texte tel que proposé et autorise le Maire à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

CONSTRUCTION DU COLLEGE D'EZANVILLE-DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE AU SIAH POUR ASSAINISSEMENT

Afin de procéder à la viabilisation du terrain qui accueillera le futur collège d'Ezanville, la commune envisage le raccordement du dit terrain au réseau existant, rue des Champs, via le Chemin de Moisselles, sur une longueur de 110m environ.

Montant estimé :

Eaux usées = 69.615,40€ HT
Eaux pluviales = 55.384 ,60 € HT

Monsieur le Maire souhaite que ces travaux soient réalisés par le biais d'une maîtrise d'ouvrage mandatée au SIAH du Croult et du Petit Rosne.

Le Conseil Municipal doit autoriser le Maire à :

CONFIER la maîtrise d'ouvrage mandatée au SIAH du Croult et du Petit Rosne pour cette opération, et à signer la convention correspondante ;

SOLLICITER les aides de l'Agence de l'Eau et du Conseil Général pour ces travaux.

-Mme Christiane ROCHWERG demande s'il n'est pas prématuré de signer cette convention, reprenant son argumentation sur l'implantation du collège.

Par :

-21 voix pour (MM BOURGEOIS, WITZ, STAELEN, CHOLIN, MALET, DEROUINEAU, ROYER, GREGOIRE, MATTIODA, BATTAGLIA, GALLICHER, LECOMTE, GIGOI, COIN, BERTHILLE, MOSOLO, DELAPLACE, GRESSIER, DEVERRE, GHANNAD, KERSCAVEN)

- 1 voix contre (Mme ROCHWERG)

- 3 abstentions (MM. PIGALLE/PINGUET/SCHAAFF)

APPROUVE le texte tel que présenté.

PROJET DE PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT DE L'AEROPORT CHARLES DE GAULLE

Monsieur le Maire rappelle le dossier et indique qu'il a reçu des contributions ou des remarques de la part de certains élus : MM PINGUET/AUGUSTIN/GRESSIER/ROCHWERG.

Sur le fond, il y a unanimité pour voter contre ce plan, qui ne peut qu'accentuer les nuisances sonores sur Ezanville ; bien qu'il soit clair que personne ne répond en fait à la question qui nous est posée.

Il propose de préparer un texte de synthèse et de le soumettre rapidement aux différents contributeurs pour valider une délibération finale.

Monsieur Jean Paul PINGUET souhaite un engagement ferme de l'équipe municipale quant à l'urbanisation au nord de la future déviation et sur ses intentions pour la partie sud.

Monsieur le Maire rappelle sa position :

-tant qu'il sera là, il est hors de question, et c'est un engagement ferme, d'urbaniser en matière de logements dans la partie nord. D'ailleurs, le PLU tient compte de cet engagement.

-pour la partie sud, il rappelle que c'est à son initiative que là, aussi, on a rejeté le projet d'urbanisation présenté par un promoteur. Mais il faut attendre le SDAURIF.

-quant au Collège, le Maire répond à Mr Jean Paul PINGUET en indiquant que le Département, même sans rentrer dans la démarche administrative HQE, appliquera les normes HQE en matière d'acoustique. Le souci de la qualité d'accueil des collégiens est en effet partagé par tous au sein de cette assemblée.

TRAVAUX-DEMANDE SUBVENTION TRASSER POUR TROTTOIRS QUARTIER DES ALOUETTES

La commune d'Ezanville est éligible au titre des subventions pour travaux relatifs à l'aménagement, à la sécurité et à l'exploitation du réseau routier pour l'année 2006.

Le maire d'Ezanville propose de demander cette subvention pour la réalisation des travaux de réfection des trottoirs du quartier des « Alouettes » (rue Voltaire, du Stade, Monge, Colbert, Danton).

Montant subventionnable : 122.000 € HT

Taux : 32% du montant HT, soit un montant de subvention estimé à 39.040 €

Montant estimé des travaux : 250.347 € TTC

Il est demandé au Conseil Municipal d'AUTORISER Monsieur le Maire à solliciter cette subvention.

-sur question de Mr Jean Paul PINGUET sur les critères de choix dans les travaux, Monsieur le Maire rappelle que la première priorité, c'est la sécurité. Si l'on commence par ce quartier, ce n'est pas parce qu'une nouvelle résidence y est implantée. Il rappelle également que ce n'est pas lui qui a décidé, mais la commission compétente. Il reconnaît l'état quelque peu dégradé de certaines voiries ou de certains trottoirs mais rappelle que les crédits budgétaires ont surtout, depuis le début du mandat, été consacrés au patrimoine bâti, notamment les écoles qui en avaient bien besoin.

-sur le problème des affaissements de voirie et trottoirs dans le quartier de la Justice, évoqué par Mme ROCHWERG, Monsieur le Maire donne des précisions techniques et souligne qu'il faudra, en effet, programmer des travaux, une fois le diagnostic établi.

-Monsieur le Maire répond à la question de Mr Jean Pierre GRESSIER sur les travaux à intervenir en matière de desserte du futur collège (en grande partie, voirie communautaire).

-Enfin, Mr Yves KERSCAVEN rappelle ses observations quant, à ses yeux, le laisser-aller de la communauté de communes sur les voiries communautaires. Malgré les interventions, les demandes, rien ne bouge.

Le Conseil Municipal à l'UNANIMITE

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter cette subvention.

SALLES COMMUNALES-INSTAURATION D'UNE CAUTION POUR LOCATION

Lors des locations de salles en plus du prix de la location, et afin de faire face aux éventuelles remises en état, il serait demandé un chèque de caution à l'ordre du Trésor Public d'un montant de 800 € pour les salles polyvalentes du complexe et de 150 € pour les salles Anglade.

Ce chèque sera restitué après état des lieux si aucun dégât n'a été commis et le ménage effectué.

Les clefs seront remises qu'après dépôt du chèque de location et de caution.

-sur questions, Mr Pierre GREGOIRE indique que toutes les mises à disposition (gratuites ou payantes) seront soumises à ce principe de caution.

-Mme Christiane ROCHWERG rappelle qu'à ses yeux, une vraie salle « festive », moins « fragile » manque à Ezanville. Mr le Maire lui rappelle que dans le cadre de l'extension du complexe de la Prairie, une salle « multi-fonctions » est prévue, avec un office.

Le Conseil, par :

-22 voix pour (MM BOURGEOIS, WITZ, STAELEN, CHOLIN, MALET, DEROUINEAU, ROYER, GREGOIRE, MATTIODA, BATTAGLIA, GALLICHER, LECOMTE, GIGOI, COIN, BERTHILLE, MOSOLO, DELAPLACE, GRESSIER, DEVERRE, ROCHWERG, GHANNAD, KERSCAVEN)

- 3 ABSTENTIONS (MM. PIGALLE/PINGUET/SCHAAFF)

APPROUVE le texte tel que proposé.

QUESTIONS DIVERSES

-sur question de Mme ROCHWERG, il est précisé que la vente du bâtiment LCR à la Justice n'est pas remis en cause, le Notaire ayant simplement pris du retard dans le traitement du dossier.

-Monsieur le Maire informe l'assemblée des mesures prises dans le cadre de la grippe aviaire, notamment le dispositif pris pour confiner les canards, qui ont leur quartier depuis des années aux abords de l'étang de la prairie et de celui de la coulée verte, dans un local prévu à cet effet.

Alain BOURGEOIS
Maire

Cyril DELAPLACE
Secrétaire de séance